

20 SEP 2024

Fitch confirme la note 'AA-' de la région Ile-de-France ; la perspective est stable

Fitch Ratings - Paris - 20 Sep 2024: Fitch Ratings a confirmé les notes de défaut émetteur (Issuer Default Ratings – IDR) à long terme en devises et en monnaie locale de la région Ile-de-France à 'AA-/Stable'. Une liste complète des notes est disponible ci-dessous.

La confirmation des notes reflète notre attente que le profil financier de la région restera dans la partie supérieure de la catégorie 'aa', en raison d'une capacité de désendettement qui se situe entre 5x et 6x dans notre scénario de notation. La note finale est plafonnée par celle de la France (AA-/Stable).

PRINCIPAUX FACTEURS DE NOTATION

Un profil de risque « moyen-fort »

L'Ile-de-France a un profil de risque évalué à « moyen-fort » (High midrange), reflétant la combinaison de facteurs jugés « forts » et de facteurs jugés « moyens ». Le profil de risque « moyen-fort » reflète la faible probabilité que la capacité de la région à couvrir son service de la dette avec son épargne de gestion s'affaiblisse de manière inattendue dans notre scénario de notation (2024-2028), en raison de recettes inférieures aux anticipations, ou en raison d'une augmentation imprévue des dépenses ou du service de la dette.

Robustesse des recettes : facteur évalué à « fort »

La région bénéficie de recettes de gestion stables avec de solides perspectives de croissance. Les recettes de gestion comprennent principalement des recettes fiscales dynamiques et prévisibles, notamment une fraction de TVA (45% des recettes de gestion en 2023), qui ont historiquement été résilientes. Les recettes de gestion incluent également des ressources stables transférées par l'Etat avec un faible risque de contrepartie. Ces dernières comprennent à la fois des transferts directs de l'Etat, ainsi que les recettes de TICPE (un total de 38% des recettes de gestion en 2023).

Les certificats d'immatriculation (7%) constituent une recette moins robuste que les autres car ils sont liés à un marché spécifique. En outre, la proportion des véhicules électriques exonérés de cette taxe devrait augmenter dans les prochaines années, au détriment des voitures thermiques.

Flexibilité des recettes : facteur évalué à « moyen »

La flexibilité fiscale de la région est limitée aux certificats d'immatriculation. Le 1er janvier 2024, la région a augmenté le tarif en vigueur, qui est passé de 46,15 à 54,95 euros, et le 1er août 2023 la région a enlevé les exonérations pour les véhicules hybrides, afin de compenser la baisse des ventes

automobiles.

Une augmentation du tarif à 60 euros (plafond légal pour les régions françaises) aurait augmenté les recettes totales de la région de seulement 1% en 2024. Selon Fitch, ceci permettrait toutefois de couvrir plus de 50% de la baisse des recettes de la région que l'on peut attendre en cas de ralentissement économique ordinaire (estimée à près de 1,5% des recettes par Fitch).

Soutenabilité des dépenses : facteur évalué à « fort »

Les dépenses de la région sont principalement non-cycliques et peu susceptibles de croître en cas de ralentissement économique (investissements prévus de longue date, transports, lycées).

La région Ile-de-France exerce un contrôle étroit sur ses dépenses de gestion. Entre 2016 et 2021, les dépenses de gestion ont diminué de 0,8% par an en moyenne (y compris le transfert de la compétence d'apprentissage), alors que les recettes de gestion ont augmenté de 0,5% par an en moyenne. En 2022 et 2023, les dépenses de gestion ont augmenté plus vite que les recettes de gestion (8% contre 6% et 11% contre 9% respectivement), ce que nous considérons comme exceptionnel, en raison d'une inflation en hausse et de coûts de l'énergie élevés en 2022 et 2023. La région vise à contenir la hausse des dépenses de gestion en limitant les dépenses non obligatoires.

Flexibilité des dépenses : facteur évalué à « moyen »

Les dépenses de gestion de la région comprennent principalement des transferts obligatoires relatifs aux transports (28% des dépenses de gestion en 2023), à la formation professionnelle ou aux lycées (54%). Les dépenses de personnel (17%) sont également une source de rigidité, la plupart des agents relevant du statut de la fonction publique. La mise en place de mesures d'économies sur les dépenses de gestion reste toutefois possible, comme l'atteste le bon contrôle exercé par la région sur ses dépenses de gestion ces dernières années.

La région dispose de plus de flexibilité sur ses dépenses d'investissement, principalement dédiées aux transports et aux lycées, en raison de leur part importante dans les dépenses totales (41% en 2023). Celles-ci pourraient être réduites ou reportées en cas de nécessité, mais la flexibilité sur les dépenses d'investissement doit être en partie nuancée par les besoins importants d'investissement de la région. Au total, nous estimons que la part des dépenses inflexibles se situe entre 70% et 90% des dépenses totales.

Robustesse de la dette et de la liquidité : facteur évalué à « fort »

Les engagements financiers de la région sont peu risqués. A fin 2023, 98% de la dette était à taux fixe et 100% était classé dans la catégorie I.A sur la charte Gissler. Le service de la dette est bien couvert par l'épargne de gestion (2023 : 1,6x). La part de la dette à court terme est modérée à 3%. Le profil d'amortissement contient quelques pics de remboursements (notamment en 2025 et 2027). Cependant, Fitch estime qu'ils représentent un faible risque au regard du niveau d'épargne de gestion de la région.

Les engagements hors bilan sont principalement constitués de la dette d'Ile-de-France Mobilités (IDFM, A+/Positive), l'entité en charge des transports sur le territoire régional. IDFM est un établissement public créé par l'Etat français, qui est in fine responsable de la dette d'IDFM. La région détient toutefois 51% des sièges au sein de son conseil d'administration et a récemment accepté d'augmenter ses transferts à IDFM.

Flexibilité de la dette et de la liquidité : facteur évalué à « fort »

Fitch estime qu'il existe pour les collectivités territoriales (CT) françaises un cadre solide permettant un financement d'urgence de la part de l'Etat français. La trésorerie des CT est déposée auprès du Trésor et y est mutualisée avec celle de l'Etat français. Dans ce cadre, l'Etat peut verser aux CT des avances de trésorerie, avec plusieurs mois d'avance sur les échéances prévues. Le risque de contrepartie de ce mécanisme est faible en raison de la note souveraine élevée.

La région a un bon accès à la liquidité sous différentes formes. Comme les autres collectivités territoriales françaises, elle peut avoir accès à des prêteurs institutionnels, comme la Caisse des Dépôts et Consignations (AA-/Stable). A fin 2023, elle avait une ligne de trésorerie confirmée non tirée de 100 millions d'euros auprès d'une banque notée 'A-'.

Un profil financier évalué en catégorie 'aa'

Cette évaluation du profil financier reflète une capacité de désendettement proche de 6x en 2027-2028 dans notre scénario de notation (2023 : 5,9x) ; un ratio synthétique de couverture du service de la dette supérieur à 2x, et un taux d'endettement attendu proche de 190%.

Dans notre scénario de notation, nous tablons sur une épargne de gestion variant entre 1,3 milliard et 1,35 milliards d'euros entre 2024 et 2028. L'épargne de gestion sera principalement tirée par la TVA, qui a tendance à être dynamique sur le moyen terme, et par environ 130 millions d'euros de recettes supplémentaires de certificats d'immatriculation en 2024, en raison de la hausse du tarif et de la suppression de l'exonération sur les véhicules hybrides. Les dépenses de gestion seront, quant à elles, affectées par l'inflation et par la hausse des coûts de personnel, ainsi que par la hausse de la contribution à IDFM.

Dans notre scénario de notation, la capacité d'autofinancement (épargne brute + recettes d'investissement / dépenses d'investissement) est proche de 85% en moyenne entre 2024 et 2028. Par conséquent, nous nous attendons à ce que la dette nette ajustée de la région soit proche de 8,2 milliards d'euros à fin 2028 (à fin 2023 : 6,6 milliards d'euros), la région ayant pour objectif de maintenir un programme d'investissement important, supérieur à 2 milliards d'euros par an en moyenne entre 2024 et 2028.

RÉSUMÉ DE LA NOTATION

Le PCI de la région est 'aa+'. Il reflète la combinaison d'un profil de risque « moyen-fort » (High Midrange) et d'un profil financier évalué dans la partie supérieure de la catégorie 'aa' selon le scénario de notation de Fitch. La note finale de la région est plafonnée par celle de l'Etat français.

NOTATION DES INSTRUMENTS DE DETTE

Les notes de la dette senior unsecured sont en ligne avec les notes IDR à long et à court terme.

HYPOTHÈSES-CLÉS

Les hypothèses qualitatives sont comme suit :

- profil de risque : moyen-fort
- robustesse des recettes : fort
- flexibilité des recettes : moyen
- soutenabilité des dépenses : fort
- flexibilité des dépenses : moyen
- robustesse de la dette de la liquidité : fort
- flexibilité de la dette et de la liquidité : fort
- profil financier : catégorie 'aa'
- dette inter-gouvernementale : n/a
- soutien ad hoc : n/a
- risques asymétriques : n/a
- note plancher : n/a
- plafond souverain sur la note IDR à long terme en devises : AA-
- plafond souverain sur la note IDR à long terme en monnaie locale : AA-

Hypothèses quantitatives – spécifiques à l'émetteur :

Le scénario de notation de Fitch est un scénario « à travers le cycle » qui repose sur les données 2019-2023 et les ratios financiers projetés sur la période 2024-2028. Les principales hypothèses sont les suivantes :

- des recettes de gestion en hausse de 1,4% par an en moyenne, tirées par une TVA dynamique, mais atténuées par une baisse attendue des transferts et des certificats d'immatriculation ;
- des dépenses de gestion en hausse de 0,5% par an en moyenne, tirées par une hausse des charges de personnel, des charges à caractère général et des transferts à IDFM mais atténuées par des économies attendues sur les dépenses de gestion ;

- un solde d'investissement net négatif proche de 1,5 milliard d'euros en moyenne, reflétant le plan d'investissement de la région et un taux d'exécution entre 93% et 95% ;

- un coût de la dette de 2,2% en moyenne, qui s'explique par une part de dette à taux fixe élevée (98% à fin 2023) et un coût fixe des nouveaux emprunts de 3,4% à partir de 2024

FACTEURS DE SENSIBILITÉ DES NOTES

Facteurs pouvant conduire, individuellement ou collectivement, à une action négative sur les notes ou un abaissement de celles-ci :

Les notes à long terme de la région pourraient être abaissées si sa capacité de désendettement dépassait 9x de manière durable dans notre scénario de notation. Un abaissement de la note souveraine conduirait également à un abaissement de la note de la région.

Facteurs pouvant conduire, individuellement ou collectivement, à une action positive sur les notes ou un rehaussement de celles-ci :

Un rehaussement de la note pourrait avoir lieu si la note souveraine était rehaussée, toute chose égale par ailleurs.

PRINCIPAUX RETRAITEMENTS FINANCIERS

Fitch considère les atténuations de produits (1 398 millions d'euros en 2023) venant compenser le montant de TVA reçu comme des moindres recettes et non comme des dépenses. En 2023, ces transferts comprenaient la dotation de perte de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises versée aux départements franciliens, qui compense le doublement de la CVAE régionale en 2017, ainsi que la dotation au fonds de la solidarité régionale et le reversement de trop perçu de TVA en 2022.

CONSIDÉRATIONS ESG

Sauf mention contraire dans cette section, le score ESG (Environment, Social and Governance) le plus élevé est 3. Les risques ESG sont neutres ou ont un impact minimal sur la qualité de crédit de l'entité, soit parce qu'ils ne lui sont pas applicables, soit parce qu'ils sont correctement gérés par celle-ci.

NOTATION PUBLIQUE LIÉE À UNE AUTRE NOTE

Les notes de la région sont plafonnées par celles de l'Etat français.

PROFIL DE L'EMETTEUR

L'Ile-de-France est le principal centre politique et économique de la France et l'une des régions les plus riches de l'Union européenne (AAA/Stable). Sa population est de 12,3 millions d'habitants, représentant 18% de la population nationale et plus de 30% du PIB national.

SOURCES D'INFORMATION

Date du comité de notation : 17 septembre 2024

Un comité avec un quorum approprié s'est réuni et les membres du comité ont confirmé ne pas être récusés. Les données ont été considérées suffisamment robustes pour l'analyse. Durant le comité, aucune difficulté matérielle non soulevée dans le document de présentation du comité n'a été relevée. Les principaux facteurs de notation de la méthodologie correspondante ont été discutés par les membres du comité. La décision relative aux notes explicitée dans ce communiqué de presse reflète la décision du comité

Fitch Ratings Analysts

Ekaterina Kozlova

Associate Director

premier analyste

+33 1 44 29 92 74

Fitch Ratings Ireland Ltd 28 avenue Victor Hugo Paris 75116

Antoine Magne

Senior Analyst

deuxième analyste

+33 1 44 29 91 82

Konstantin Anglichanov

Senior Director

président du comité de notation

+49 69 768076 123

Media Contacts

Athos Larkou



London

+44 20 3530 1549

athos.larkou@thefitchgroup.com

Rating Actions

ENTITY/DEBT	RATING		RECOVERY	PRIOR
Ile-de-France, Region of	LT IDR	AA- ●	Affirmed	AA- ●
	ST IDR	F1+	Affirmed	F1+

ENTITY/DEBT	RATING	RECOVERY	PRIOR
LC LT IDR	AA- 	Affirmed	AA- 
LC ST IDR	F1+	Affirmed	F1+
• senior unsecured ^{LT}	AA-	Affirmed	AA-
• senior unsecured ST	F1+	Affirmed	F1+

RATINGS KEY OUTLOOK WATCH

POSITIVE		
NEGATIVE		
EVOLVING		
STABLE		

Applicable Criteria

[International Local and Regional Governments Rating Criteria \(pub.16 Aug 2024\) \(including rating assumption sensitivity\)](#)

Additional Disclosures

[Solicitation Status](#)

Endorsement Status

Ile-de-France, Region of EU Issued, UK Endorsed

DISCLAIMER & DISCLOSURES

All Fitch Ratings (Fitch) credit ratings are subject to certain limitations and disclaimers. Please read these limitations and disclaimers by following this link: <https://www.fitchratings.com/understandingcreditratings>. In addition, the following <https://www.fitchratings.com/rating-definitions-document> details Fitch's rating definitions for each rating scale and rating categories, including definitions relating to default. ESMA and the FCA are required to publish historical default rates in a central repository in accordance with Articles 11(2) of Regulation (EC) No 1060/2009 of the European Parliament and of the Council of 16 September 2009 and The Credit Rating Agencies (Amendment etc.) (EU Exit) Regulations 2019 respectively.

Published ratings, criteria, and methodologies are available from this site at all times. Fitch's code of conduct, confidentiality, conflicts of interest, affiliate firewall, compliance, and other relevant policies and procedures are also available from the Code of Conduct section of this site. Directors and shareholders' relevant interests are available at <https://www.fitchratings.com/site/regulatory>. Fitch may have provided another permissible or ancillary service to the rated entity or its related third parties. Details of permissible or ancillary service(s) for which the lead analyst is based in an ESMA- or FCA-registered Fitch Ratings company (or branch of such a company) can be found on the entity summary page for this issuer on the Fitch Ratings website.

In issuing and maintaining its ratings and in making other reports (including forecast information), Fitch relies on factual information it receives from issuers and underwriters and from other sources Fitch believes to be credible. Fitch conducts a reasonable investigation of the factual information relied upon by it in accordance with its ratings methodology, and obtains reasonable verification of that information from independent sources, to the extent such sources are available for a given security or in a given jurisdiction. The manner of Fitch's factual investigation and the scope of the third-party verification it obtains will vary depending on the nature of the rated security and its issuer, the requirements and practices in the jurisdiction in which the rated security is offered and sold and/or the issuer is located, the availability and nature of relevant public information, access to the management of the issuer and its advisers, the availability of pre-existing third-party verifications such as audit reports, agreed-upon procedures letters, appraisals, actuarial reports, engineering reports, legal opinions and other reports provided by third parties, the availability of independent and competent third-party verification sources with respect to the particular security or in the particular jurisdiction of the issuer, and a variety of other factors. Users of Fitch's ratings and reports should understand that neither an enhanced factual investigation nor any third-party verification can ensure that all of the information Fitch relies on in connection with a rating or a report will be accurate and complete. Ultimately, the issuer and its advisers are responsible for the accuracy of the information they provide to Fitch and to the market in offering documents and other reports. In issuing its ratings and its reports, Fitch must rely on the work of experts, including independent auditors with respect to financial statements and attorneys with respect to legal and tax matters. Further, ratings and forecasts of financial and other information are inherently forward-looking and embody assumptions and predictions about future events that by their nature cannot be verified as facts. As a result, despite any verification of current facts, ratings and forecasts can be affected by future events or conditions that were not anticipated at the time a rating or forecast was issued or affirmed. Fitch Ratings makes routine, commonly-accepted adjustments to reported financial data in accordance with the relevant

criteria and/or industry standards to provide financial metric consistency for entities in the same sector or asset class.

The complete span of best- and worst-case scenario credit ratings for all rating categories ranges from 'AAA' to 'D'. Fitch also provides information on best-case rating upgrade scenarios and worst-case rating downgrade scenarios (defined as the 99th percentile of rating transitions, measured in each direction) for international credit ratings, based on historical performance. A simple average across asset classes presents best-case upgrades of 4 notches and worst-case downgrades of 8 notches at the 99th percentile. For more details on sector-specific best- and worst-case scenario credit ratings, please see [Best- and Worst-Case Measures](#) under the Rating Performance page on Fitch's website.

The information in this report is provided "as is" without any representation or warranty of any kind, and Fitch does not represent or warrant that the report or any of its contents will meet any of the requirements of a recipient of the report. A Fitch rating is an opinion as to the creditworthiness of a security. This opinion and reports made by Fitch are based on established criteria and methodologies that Fitch is continuously evaluating and updating. Therefore, ratings and reports are the collective work product of Fitch and no individual, or group of individuals, is solely responsible for a rating or a report. The rating does not address the risk of loss due to risks other than credit risk, unless such risk is specifically mentioned. Fitch is not engaged in the offer or sale of any security. All Fitch reports have shared authorship. Individuals identified in a Fitch report were involved in, but are not solely responsible for, the opinions stated therein. The individuals are named for contact purposes only. A report providing a Fitch rating is neither a prospectus nor a substitute for the information assembled, verified and presented to investors by the issuer and its agents in connection with the sale of the securities. Ratings may be changed or withdrawn at any time for any reason in the sole discretion of Fitch. Fitch does not provide investment advice of any sort. Ratings are not a recommendation to buy, sell, or hold any security. Ratings do not comment on the adequacy of market price, the suitability of any security for a particular investor, or the tax-exempt nature or taxability of payments made in respect to any security. Fitch receives fees from issuers, insurers, guarantors, other obligors, and underwriters for rating securities. Such fees generally vary from US\$1,000 to US\$750,000 (or the applicable currency equivalent) per issue. In certain cases, Fitch will rate all or a number of issues issued by a particular issuer, or insured or guaranteed by a particular insurer or guarantor, for a single annual fee. Such fees are expected to vary from US\$10,000 to US\$1,500,000 (or the applicable currency equivalent). The assignment, publication, or dissemination of a rating by Fitch shall not constitute a consent by Fitch to use its name as an expert in connection with any registration statement filed under the United States securities laws, the Financial Services and Markets Act of 2000 of the United Kingdom, or the securities laws of any particular jurisdiction. Due to the relative efficiency of electronic publishing and distribution, Fitch research may be available to electronic subscribers up to three days earlier than to print subscribers.

For Australia, New Zealand, Taiwan and South Korea only: Fitch Australia Pty Ltd holds an Australian financial services license (AFS license no. 337123) which authorizes it to provide credit ratings to wholesale clients only. Credit ratings information published by Fitch is not intended to be used by persons who are retail clients within the meaning of the Corporations Act 2001. Fitch Ratings, Inc. is registered with the U.S. Securities and Exchange Commission as a Nationally Recognized Statistical

Rating Organization (the "NRSRO"). While certain of the NRSRO's credit rating subsidiaries are listed on Item 3 of Form NRSRO and as such are authorized to issue credit ratings on behalf of the NRSRO (see <https://www.fitchratings.com/site/regulatory>), other credit rating subsidiaries are not listed on Form NRSRO (the "non-NRSROs") and therefore credit ratings issued by those subsidiaries are not issued on behalf of the NRSRO. However, non-NRSRO personnel may participate in determining credit ratings issued by or on behalf of the NRSRO.

dv01, a Fitch Solutions company, and an affiliate of Fitch Ratings, may from time to time serve as loan data agent on certain structured finance transactions rated by Fitch Ratings.

Copyright © 2024 by Fitch Ratings, Inc., Fitch Ratings Ltd. and its subsidiaries. 33 Whitehall Street, NY, NY 10004. Telephone: 1-800-753-4824, (212) 908-0500. Reproduction or retransmission in whole or in part is prohibited except by permission. All rights reserved.

Endorsement policy

Fitch's international credit ratings produced outside the EU or the UK, as the case may be, are endorsed for use by regulated entities within the EU or the UK, respectively, for regulatory purposes, pursuant to the terms of the EU CRA Regulation or the UK Credit Rating Agencies (Amendment etc.) (EU Exit) Regulations 2019, as the case may be. Fitch's approach to endorsement in the EU and the UK can be found on Fitch's [Regulatory Affairs](#) page on Fitch's website. The endorsement status of international credit ratings is provided within the entity summary page for each rated entity and in the transaction detail pages for structured finance transactions on the Fitch website. These disclosures are updated on a daily basis.